

DELEGATION PARIS NORMANDIE

CONCEPTION GRAPHIQUE ET REALISATION DU RAPPORT SOCIAL UNIQUE (RSU) du CNRS

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

CODE NACRES :

CA.02 : Communication : Conception-réalisation.

CA.03 : Communication : Travaux graphiques.

CODES CPV :

79822500 : Services de conception graphique.

SERVICE QUI PASSE L'ACCORD CADRE

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)
Délégation régionale Paris Normandie
Service Financier et Comptable
Secteur Achats
3, rue Michel-Ange
75794 Paris Cedex 16

MODE DE PASSATION :

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée, en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique.

FORME DE L'ACCORD-CADRE :

L'accord-cadre est mono-attributaire, à prix global et forfaitaire et à prix unitaires, et s'exécute par l'émission de bons de commande au fur et à mesure de la survenance des besoins en application des dispositions des articles R. 2162-4 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique et selon les montants suivants, sur sa durée totale, reconductions comprises :

- Sans montant minimum global
- Montant maximum global : 90 000 € HT



PREAMBULE

Le Centre national de la recherche scientifique (ci-après « CNRS ») est un organisme public de recherche (Etablissement public à caractère scientifique et technologique, EPST, placé sous la tutelle du Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation). Il produit du savoir et le met au service de la société.

Sa gouvernance est assurée par un président-directeur général, assisté de directeurs généraux délégués.

Avec près de 35 000 personnes, un budget de 3,9 milliards d'euros et une implantation sur l'ensemble du territoire national, le CNRS exerce son activité dans tous les champs de la connaissance, en s'appuyant sur plus de 1 100 laboratoires.

Présent dans tous les champs de la connaissance

Principal organisme de recherche à caractère pluridisciplinaire en France, le CNRS mène des recherches dans l'ensemble des domaines scientifiques, technologiques et sociétaux. Il couvre la totalité de la palette des champs scientifiques.

Le CNRS est présent dans toutes les disciplines majeures regroupées au sein de 10 instituts et développe, de façon privilégiée, des collaborations entre spécialistes de différentes disciplines, et tout particulièrement avec l'université, ouvrant de nouveaux champs d'investigations qui permettent de répondre aux besoins de l'économie et de la société.

Présent sur tout le territoire national

17 délégations en région assurent une gestion directe et locale des laboratoires et entretiennent les liens avec les partenaires locaux et les collectivités territoriales.



SOMMAIRE

PREAMBULE	2
SOMMAIRE	3
LISTE DES ABREVIATIONS	4
ANNEXES AU PRESENT CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES	4
I. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
1.1. <i>Objet de l'accord cadre</i>	5
1.2. <i>Personne responsable du suivi administratif et financier</i>	5
1.3. <i>Allotissement</i>	5
II. DUREE ET RECONDUCTION	5
2.1. <i>Durée</i>	5
2.2. <i>Reconduction</i>	5
III. DOCUMENTS CONTRACTUELS APPLICABLES A L'ACCORD-CADRE	6
IV. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	6
4.1. <i>RSU version print</i>	7
4.2. <i>RSU version digitale</i>	9
V. DELAIS D'EXECUTION – FABRICATION	11
VI. OBLIGATIONS DES PARTIES	12
6.1. <i>Obligations du CNRS</i>	12
6.2. <i>Obligations du titulaire</i>	12
6.3. <i>Confidentialité</i>	12
6.4. <i>Clause de garantie</i>	13
6.5. <i>Propriété intellectuelle</i>	13
6.6. <i>Clause de responsabilités</i>	15
VII. SOUS-TRAITANCE.....	15
VIII. RESPONSABILITE ET ASSURANCE	15
8.1. <i>Responsabilités</i>	15
8.2. <i>Assurance</i>	15
IX. VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	16
9.1. <i>Vérifications</i>	16
9.2. <i>Décision après vérification</i>	16
X. MODIFICATIONS DU CONTRAT	16
XI. EMISSION DES BONS DE COMMANDE ET DELAIS	17
XII. DISPOSITIONS FINANCIERES	18
12.1. <i>Prix</i>	18
12.2. <i>Modalités de révision des prix</i>	18
12.3. <i>Avance</i>	19
XIII. MODALITES DE REGLEMENT	19
XIV. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	21
XV. PENALITES.....	22
XVI. CLAUSE DE NON EXCLUSIVITE	23
XVII. RESILIATION	23
XVIII. LITIGES	23
XIX. DEROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG/PI	24



LISTE DES ABREVIATIONS

AE	Acte d'engagement
BPU	Bordereau de prix unitaires
CCAG	Cahier des clauses administratives général
CCP	Cahier des clauses particulières
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
DGP	Délai global de paiement
DPD	Délégué à la protection des données
DRH	Direction des ressources humaines
EPST	Etablissement public à caractère scientifique et technologique
PI	Prestation intellectuelle
HT	Hors taxes
RC	Règlement de la consultation
RGPD	Règlement général sur la protection des données personnelles
RH	Ressources humaines
RSU	Rapport social unique
SCD	Service central de la dépense
SFC	Service financier et comptable
TTC	Toutes taxes comprises
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

ANNEXES AU PRESENT CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Annexe 1	Maquette word
Annexe 2	Délais
Annexe 3	Tableaux et figures
Annexe 4	Charte Graphique du CNRS



I. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

1.1. Objet de l'accord cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la conception graphique et la réalisation du Rapport Social Unique (RSU) en versions Print et digitale du CNRS.

Le présent accord-cadre est passé par la Délégation Paris-Normandie du CNRS pour le compte de la Direction des Ressources Humaines (DRH) du CNRS.

1.2. Personne responsable du suivi administratif et financier

Le service chargé du suivi administratif est le secteur Achats du Service Financier et Comptable (SFC) de la délégation régionale Paris-Normandie du CNRS. La correspondance relative à l'accord-cadre doit lui être transmise à l'adresse suivante :

CNRS – Délégation Paris-Normandie
Service Financier et Comptable
Secteur Achats
3 rue Michel Ange
75794 PARIS Cedex 16

1.3. Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti conformément au paragraphe 2° de l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique.

En effet, la réalisation du RSU constitue une prestation à part entière qu'il n'est pas possible de séparer en plusieurs lots au risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations

II. DUREE ET RECONDUCTION

2.1. Durée

Le présent accord-cadre est conclu pour une **durée initiale d'un (1) an à compter de sa notification.**

2.2. Reconduction

Conformément aux dispositions des articles L2125-1 et R 2112-4 du code de la commande publique, il peut être renouvelé **trois (3) fois**, pour un an, par tacite reconduction sans toutefois que sa durée totale n'excède **quatre (4) ans**.

En application de l'article R.2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne peut refuser cette reconduction. Si le titulaire rencontre des difficultés en cours d'exécution de l'accord-cadre, il est invité à prendre contact avec l'acheteur pour les étudier et travailler, si possible, à la mise en place de solutions pour la continuité des relations contractuelles.

Le cas échéant, la délégation régionale, personne responsable de l'accord-cadre, notifie au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision de ne pas reconduire l'accord-cadre, au moins un (2) mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

III. DOCUMENTS CONTRACTUELS APPLICABLES A L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- **L'acte d'engagement** (AE) de l'accord-cadre dûment complété, daté et signé par le titulaire ;
- Les annexes financières à l'acte d'engagement (AE) : **la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)** et le **Bordereau des Prix Unitaires (BPU)** dûment complétés par le titulaire ;
- **Le présent cahier des clauses particulières** (CCP) et ses annexes :
 - *Annexe n°1 – Maquette word*
 - *Annexe n°2 – Délais*
 - *Annexe n°3 – Tableaux et figures*
 - *Annexe n°4 – Charte graphique du CNRS*
- **Le cahier des clauses administratives générales** applicables aux marchés publics de prestation intellectuelle (CCAG/PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JO le 1^{er} avril 2021 ;
- **L'offre technique du titulaire,**
- **Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs**, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- **Les bons de commande.**

Toute clause figurant dans les documents établis par le titulaire (et notamment les conditions générales de vente), modifiant ou de nature contraire aux clauses du présent CCP, du CCAG/PI et à la réglementation applicable au présent accord-cadre est réputée non écrite.

Le titulaire est réputé connaître parfaitement l'ensemble des normes et règlements applicables aux prestations et en avoir tenu compte dans l'établissement de ses prix.

IV. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Le Rapport Social Unique (RSU) du CNRS dresse chaque année un panorama complet de l'ensemble des personnels rémunérés par le CNRS sur l'année écoulée. Véritable carte d'identité de l'établissement, il présente de multiples données sociales chiffrées accompagnées de commentaires. En parallèle, il constitue un outil concret d'analyse de situation comparée homme/femme au CNRS. Cet outil est évolutif en fonction de la réglementation en vigueur.

Le titulaire de l'accord-cadre doit élaborer le maquetage du RSU qui sera par la suite imprimable (version print) et produire une version digitale avec l'ensemble des fichiers Excel téléchargeables (version web).

Il est attendu une présentation vivante, attractive et claire, suscitant l'envie de lire et facilitant la lecture malgré la multiplicité des informations chiffrées. Les représentations graphiques sont notamment à travailler dans ce sens.

A titre d'information, la version 2023 du Rapport social unique ainsi que les précédents RSU du CNRS sont consultables à l'adresse Internet suivante : <https://carrieres.cnrs.fr/rapport-social-unique/>

La conception de la version web téléchargeable doit se faire aussitôt que le fichier print est finalisé. Le processus de fabrication doit s'exercer selon une démarche multi-éditoriale, capitalisant sur la régularité de la structuration du document qui ne nécessite qu'une mise à jour annuelle des contenus (commentaires) et données (tableaux et graphiques).

Les tableaux et graphiques sont réalisés par le titulaire de l'accord-cadre, dans un souci d'ergonomie de lecture.

La version digitale avec fichiers Excel téléchargeables (version web) doit permettre le téléchargement de chacun des tableaux et graphiques aux formats XLSX et offrir une navigation par signets selon le sommaire détaillé. Ce même sommaire doit être interactif, permettre en un seul clic d'accéder à la partie en question.

Chaque partie (Word et tableaux Excel correspondants) du RSU de l'année N-1 sera fournie au titulaire de manière échelonnée entre le 1^{er} avril et le 30 juin de l'année N. Le cas échéant, compte tenu de contraintes exogènes éventuelles, certains envois pourraient être décalés au plus tard le 31 juillet de l'année N. Le titulaire enverra au CNRS les parties maquettées du document au fil de l'eau afin de tenir compte des relectures et aller/retour suite aux demandes de corrections. Le titulaire livrera une version complète maquettées début septembre pour une présentation aux instances du CNRS fin septembre de l'année N. Le bon à tirer sera à délivrer fin octobre et au plus tard mi-novembre de l'année N.

Le titulaire de l'accord-cadre met en place un serveur ftp sécurisé pour les échanges de documents (maquettes, relectures) avec le CNRS afin d'avoir un historique des versions envoyées.

4.1. RSU version print

4.1.1 – Caractéristiques techniques

La DRH du CNRS se charge de faire imprimer la version print finale du RSU sur la base d'un fichier PDF qui est livré par le titulaire au plus tard **le 31 octobre de chaque année** et qui respecte les contraintes suivantes :

Format : Brochure A4 à l'italienne

Format fini 297*210 mm

Descriptif du document :

- 180-220 pages ;
- Impressions en quadri R/V ;
- Couverture 4 pages : papier satin (Condat silk) 250 g/m² quadri R/V, pelliculage satin recto, vernis acrylique satin verso à la charte graphique du CNRS (annexe 4 du présent CCP) ;
- En ouverture de chaque partie : photo pleine page + bandeau de pied (entre 6-10 pages) ;
- Papier 100 % PEFC ;
- Respect de la charte graphique du CNRS.
- Flyer (50 pages environ). Ce document figure de manière optionnelle dans le BPU et fera le cas échéant l'objet d'une commande supplémentaire.

4.1.2 – Prestations attendues

Le titulaire procède selon les modalités décrites ci-dessous :

- 1- Maquettage de l'édition annuelle du RSU (et le cas échéant d'un flyer) avec intégration des illustrations (environ 230 tableaux et 40 graphiques) et mise en forme de tableaux et de graphiques, sur une double page quadri (selon l'annexe n°1 jointe au présent CCP) :
 - Mise en place de nouvelles maquettes (RSU et le cas échéant un flyer) qui chaque année avec de légères adaptations annuelles (évolution stylage titraille, colorimétrie...), dans ce cadre le prestataire devra proposer des maquettes modernes qui permettront d'élaborer à la fois la version print et la version web pour le RSU et uniquement la version print pour le flyer le cas échéant ;
 - Calage des maquettes définitives.
- 2- Mise à jour des tableaux et graphiques, création de 5 à 10 % de nouveaux tableaux et graphiques par an ;
- 3- Insertion de photographies en ouverture des parties (illustrations fournies par la photothèque du CNRS sous forme de fichier tiff) ;
- 4- Création de la couverture (RSU et flyer le cas échéant) selon la charte graphique du CNRS (illustration fournie par la photothèque du CNRS sous forme de fichier tiff) ;
- 5- Fourniture d'un cromalin numérique de la couverture du RSU de l'année N-1 ;
- 6- Conception et exécution du gabarit d'après les données fournies par le CNRS (mise en page, mise en couleurs, choix des illustrations à partir de la photothèque du CNRS) pour le RSU et le flyer le cas échéant ;
- 7- Relectures et corrections : de quatre à six « allers-retours » d'épreuves sont à prévoir pour la livraison d'une première version complète et maquetée pour présentation aux instances fin septembre et d'une version finale pour fin octobre de l'année N ;
- 8- Réalisation et livraison d'un fichier PDF HD par ftp sur serveur sécurisé pour l'imprimeur et le CNRS uniquement pour la version imprimable (RSU et flyer le cas échéant) ;
- 9- Réalisation et livraison d'un fichier PDF HD par ftp sur serveur sécurisé comprenant tous les natifs (imports, polices, photos, fichiers Indesign) uniquement pour la version web étendue du RSU.

4.1.3 – Données fournies par le CNRS

Ces données se répartissent comme suit :

- Fichiers au format RTF et Excel
- Données transmises par ftp
- Charte graphique du CNRS (cf. annexe n°4)

Les échanges de documents (maquette, relectures) entre le CNRS et le titulaire sont à la charge de ce dernier, sur serveur ftp sécurisé.

Les données nécessaires à la réalisation de la version print du RSU de l'année N-1 sont fournies au titulaire de manière échelonnée entre avril et juin de l'année N (juillet au plus tard pour les derniers envois éventuels) pour une livraison d'une première version complète début septembre et du document finalisé fin octobre de l'année N. Le bon à tirer final est à délivrer fin octobre et au plus tard mi-novembre.

Afin de respecter le calendrier ci-dessus, le titulaire de l'accord-cadre doit avoir une permanence pendant les mois de juillet et août de l'année N.

Le titulaire tient compte pour la réalisation des prestations du calendrier prévisionnel et descriptif des étapes ci-dessous :

Avril à Août de l'année N	<p>⇒ Mise au point des évolutions mineures de maquette pour la nouvelle édition (choix esthétique : typographies, modèles des tableaux et graphiques, couleurs, pictogrammes, ...)</p> <p>⇒ Conception, exécution du gabarit, d'après les données CNRS (mise en page, mise en couleurs, montage des illustrations à partir des clichés de la photothèque...)</p> <p>⇒ Conception des tableaux et graphiques.</p> <p>⇒ Relectures par chapitre par le CNRS, demandes de corrections (quatre à six jeux d'épreuves par chapitre à prévoir).</p> <p>⇒ Création de la couverture selon la charte graphique du CNRS (ne portant que sur la couverture - illustration fournie par la photothèque du CNRS sous forme de fichier) ;</p> <p>⇒ Fourniture d'un cromalin de la couverture.</p> <p>Livraison de la première version complète pour présentation aux instances du CNRS.</p>
Septembre à Octobre de l'année N (mi-novembre au plus tard)	<p>⇒ Validation du gabarit dans sa totalité pour la version finale et bon à tirer par le CNRS</p> <p>⇒ Réalisation et livraison des fichiers pdf (pour l'imprimeur et au CNRS).</p>

Toutes les copies effectuées ou installation de fichiers par le titulaire comprenant la charte graphique du CNRS doivent être supprimées ou détruites à la fin de l'accord-cadre par le titulaire.

4.1.4 – Impératifs de livraison

Le fichier PDF HD est à fournir par le titulaire par ftp à un imprimeur désigné ultérieurement par le CNRS. Ce fichier doit intégrer les polices et les images selon une procédure classique (universelle) pouvant s'adapter ou être compatible avec les divers procédés d'impression.

4.1.5 – Prestations complémentaires

Le CNRS peut demander la réalisation des prestations suivantes au fur et à mesure de la survenance des besoins, selon les prix du titulaire figurant dans le BPU :

- Elaboration de pages supplémentaires
- Corrections d'auteur supplémentaires
- Évolution de la maquette initiale
- Ajout de tableaux et figures
- Elaboration d'un flyer

4.2. RSU version digitale

Le titulaire de l'accord-cadre réalise l'extraction en pdf interactif des contenus du RSU chaque année, à partir des versions print du RSU (identiques).

Les versions print et leurs présentations pdf interactif doivent être cohérentes (reprise des mêmes éléments graphiques, des mêmes codes couleur), même si des aménagements et des évolutions

ergonomiques sont possibles (facilité de lecture et de navigation à l'écran). Ces derniers doivent être proposés préalablement au CNRS et validés par celui-ci.

A titre d'information, la version 2023 du Rapport social unique du CNRS est consultable et téléchargeable à l'adresse Internet suivante : <https://carrieres.cnrs.fr/rapport-social-unique/>

La version pdf interactif doit permettre le téléchargement de chacun des tableaux et des graphiques (tableau des données), de façon individuelle, au format XLSX, et offrir un moteur de recherche, ainsi qu'une navigation indexée par sommaire et signets.

4.2.1 – Caractéristiques techniques

La présentation reprend l'ensemble des informations (commentaires, représentations graphiques, tableaux) validées de la version papier du RSU dans la version pdf interactive, en tirant partie des possibilités offertes par le support.

4.2.2 – Prestations attendues

Le titulaire procède selon les modalités décrites ci-dessous :

- 1- Exportation des éléments validés pour les versions papier du RSU (commentaires, représentations graphiques, tableaux) vers la version pdf interactive ;
- 2- Enrichissement du pdf interactif d'après les données fournies par le CNRS, y compris des modalités de téléchargement de tableaux et données des graphiques au format XLSX, et un moteur de recherche selon le sommaire et par signets ;
- 3- La mise en ligne du pdf interactif est à la charge du CNRS ;
- 4- La solution développée par le titulaire doit pouvoir fonctionner de manière optimale une fois hébergée sur un serveur du CNRS. La solution du titulaire doit être 100% Web, accessible sur les bases des protocoles HTTP et HTTPS, et ne nécessiter aucune installation spécifique ou intervention sur les postes utilisateurs. Une attention particulière doit donc être portée à la compatibilité avec la totalité des moteurs de rendu HTML de navigateurs (Edge, Chrome, Firefox, Gecko de Mozilla, Presto d'Opéra, KHTML et Webkit, etc...), ainsi qu'au respect des recommandations listées par le référentiel général d'accessibilité des administrations (RGAA) disponible sur le site Internet suivant : <https://accessibilite.numerique.gouv.fr/>

Enfin, le développement de l'application doit s'effectuer sur la base des meilleures pratiques de codage sécurisé, telles que celles décrites dans le guide de l'OWASP (Open Web Application Security Project).

Le titulaire doit tenir compte pour la réalisation des prestations du calendrier prévisionnel et descriptif des étapes ci-dessous :

Octobre-novembre de l'année N	⇒ Exportation des éléments de la version papier pour la version pdf interactif
	⇒ Mise en ligne des tableaux pluriannuels, exclusivement sur la version web, signalés par pictogramme dans l'ouvrage papier
	⇒ Réalisation du moteur de recherche
	⇒ Création de liens pour téléchargement de l'ensemble des tableaux (au format xlsx) en testant préalablement la compatibilité avec la configuration matérielle en vigueur au CNRS.

Ces prestations doivent permettre la pérennisation des fonctionnalités existantes en veillant à la compatibilité avec la configuration matérielle en vigueur au CNRS, soit :

- Une consultation facile et claire des différents chapitres, avec possibilité de naviguer de l'un à l'autre dans l'ordre de son choix à partir d'un sommaire général et d'imprimer tout ou partie du document ;
- Le téléchargement des tableaux et des données des graphiques au format XLSX, pour chacun des tableaux et graphiques de façon individuelle ;
- Une consultation par moteur de recherche.

4.2.3 – Impératifs de livraison

La livraison du pdf interactif doit être effectuée par le titulaire sous forme d'une archive compilant l'ensemble des fichiers nécessaires à son installation et son exécution. Cette archive doit comporter également une notice décrivant les pré requis techniques ainsi que la procédure d'installation de l'application. Cette archive doit être fournie au CNRS sous format électronique (par messagerie électronique, téléchargement sur serveur ftp, etc.).

Ce fichier doit intégrer les polices et les images. A cet effet, le CNRS prévoit des essais de compatibilité sur différents postes en interne.

A la fin du présent accord-cadre, le titulaire remet au CNRS l'ensemble des documents que celui-ci lui aura fournis.

4.2.4 – Prestations complémentaires

Le CNRS peut demander la réalisation des prestations suivantes au fur et à mesure de la survenance des besoins, selon les prix du titulaire figurant dans le BPU :

- Flyer
- Elaboration de pages supplémentaires
- Corrections d'auteur supplémentaires
- Tableaux téléchargeables supplémentaires
- Tableaux de données pluriannuelles supplémentaires
- Evolution du pdf interactif
- Création web dynamique chaque année relatant les faits marquants / chiffres clés et données pluriannuelles

V. DELAIS D'EXECUTION – FABRICATION

Le titulaire s'engage sur les délais de fabrication mentionnés en annexe n°2 du présent CCP pour les deux versions, à défaut il s'expose aux pénalités de retards prévues à l'article XV du présent CCP.

La remise des livrables telle qu'indiquée à l'article V du présent accord-cadre doit intervenir au plus tard le 31 octobre de l'année N concernant les livrables du « Rapport social unique » version print, et le 30 novembre de l'année N concernant les livrables attendus pour le pdf interactif.

Les délais d'exécution des prestations sont ceux compris entre la remise des données fournies par le CNRS, telle qu'indiquée à l'article IV du présent CCP pour les livrables, et détaillés dans la proposition du prestataire



VI. OBLIGATIONS DES PARTIES

6.1. Obligations du CNRS

Le CNRS désigne parmi ses agents un interlocuteur privilégié avec lequel le titulaire peut se mettre en contact.

Le CNRS s'engage à organiser **dans les 15 jours suivant la notification** du présent accord-cadre, une **réunion de lancement** avec le titulaire afin d'échanger entre les différents interlocuteurs et représentants des parties et permettant de définir les procédures et organisations du travail.

Le CNRS s'engage à prévenir le titulaire dans un délai raisonnable de toutes modifications de dates et d'ordre du jour des réunions.

6.2. Obligations du titulaire

Le titulaire désigne un interlocuteur unique avec lequel le CNRS sera en contact. Si ce dernier ne donne pas satisfaction au CNRS ou bien en cas de défaillance, le titulaire s'engage à proposer un remplaçant dans les 15 jours.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui se trouve nommément désignée pour en assurer la conduite. Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la personne responsable et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise, et ce à sa charge.

Tout accident ou maladie pouvant affecter le personnel du titulaire pendant la durée des prestations est entièrement pris en charge par celui-ci.

Le titulaire est soumis à une **obligation de résultat** et doit strictement respecter les délais, coûts et niveaux de qualité prévus dans le cadre des documents contractuels du présent accord-cadre. Le CNRS se réserve le droit de refuser une prestation se révélant non conforme aux exigences attendues.

Le titulaire est soumis à un **devoir de conseil** quant à la réalisation de sa prestation et toute proposition d'évolution du dispositif peut être soumise au CNRS.

6.3. Confidentialité

Conformément à l'article 35.2.3 du CCAG/PI, le titulaire ainsi que son personnel ne doivent pas, sauf autorisation expresse écrite du CNRS, divulguer de quelque manière que ce soit des informations sur les éléments couverts par cet accord-cadre.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par tous les membres du personnel qu'il emploie ou utilise et à assumer les conséquences de leur non-respect.

L'intégralité des fichiers nominatifs dont le titulaire pourrait prendre connaissance à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre demeure la propriété exclusive du CNRS. Le titulaire s'en interdit par conséquent tout usage propre et ne peut en disposer pour quelque motif que ce soit (cession totale ou partielle, diffusion).

6.4. Clause de garantie

Le titulaire se porte fort de l'originalité, au sens conféré à ce mot par le droit de la propriété intellectuelle, de toute création ayant été incorporée à l'objet de la commande. Il entreprend toutes les vérifications nécessaires pour s'assurer que l'originalité de ses apports ne peut être contestée dans le cadre d'une action en contrefaçon par des tiers. En cas de contrefaçon avérée, le titulaire de l'accord-cadre subit seul la responsabilité des dommages résultant des éventuelles actions en contrefaçons. Cette responsabilité s'appliquera que le titulaire ait été ou non conscient de la réalité de la contrefaçon.

Le titulaire garantit le CNRS contre toute action d'un tiers qui se prévaudrait de droits contraires sur la création et s'engage à prendre en charge toute défense procédurale et toute condamnation qui en résulterait, de même pour les conséquences préjudiciables pour le CNRS. Cette garantie s'étend sur toute la durée de protection des droits cédés.

Le titulaire garantit au CNRS :

- L'originalité de la création objet du présent accord-cadre,
- Qu'il est bien titulaire des droits patrimoniaux cédés par le présent accord-cadre,
- Le respect des droits de propriété intellectuelle de tous les contributeurs par tous les intervenants de la chaîne de réalisation des prestations objet du présent accord cadre.

6.5. Propriété intellectuelle

Par dérogation à l'article 35.2.1 du CCAG/PI, le titulaire de l'accord-cadre cède, **à titre exclusif**, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales, pour les destinations précisées dans les documents particuliers du marché.

Les documents particuliers de l'accord-cadre peuvent prévoir que le pouvoir adjudicateur bénéficiaire de la cession peut rétrocéder ou concéder à titre non exclusif certains droits d'exploitation au bénéfice du titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre reste seul responsable à l'égard de ses salariés et des tiers intervenant pour son compte.

Le titulaire garantit le CNRS contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle fournis au titre du présent accord-cadre.

Le titulaire garantit expressément les produits fournis contre leurs anomalies et défauts de fonctionnement de toute nature provenant de vices ou erreurs de conception ou de réalisation.

Le CNRS est propriétaire de l'ensemble des documents produits dans le cadre de l'accord-cadre tant pour un usage interne qu'un usage externe.

Ainsi pour un usage interne, les droits transférés au profit du CNRS dans le cadre du présent accord-cadre comprennent les droits de diffusion, de reproduction matérielle et numérique, de représentation (gravage de DVD, par exemple).

Pour un usage externe, les droits transférés au profit du CNRS dans le cadre du présent accord-cadre comprennent les droits de reproduction, de représentation, de diffusion, de prêt et location, d'adaptation et de traduction.

Il est, à cet effet, précisé que le CNRS détient les droits d'exploitation de la version « print » du Rapport social unique et de leur présentation pour le web, et ce, de la manière la plus large, pour toute la durée

de la protection dont ils pourront faire l'objet dans tous les pays où la protection de ces œuvres pourra être obtenue.

Les droits d'exploitation transférés au profit du CNRS comprennent, les droits de diffusion, de reproduction, de représentation et de traduction de l'œuvre et documents produits dans le cadre du présent accord-cadre.

L'utilisation et l'exploitation des versions « print » et PDF interactif du « Rapport social unique » sont cédées, dans le cadre du présent accord-cadre, pour une durée égale à la durée légale des droits d'auteurs et droits voisins y compris ses prorogations éventuelles.

Par dérogation à l'article 35.2.1 du CCAG/PI, le CNRS se voit reconnu, au-delà des droits liés à leur usage dans le cadre de la version print du « Rapport social unique » et de leurs présentations pour le web, ainsi que des guides et plaquettes RH, l'intégralité des droits patrimoniaux à titre exclusif sur les différentes créations (textes, illustrations graphiques ou photographiques, typographie et maquette de mise en page) composant les brochures, objets du présent accord-cadre, et ce pour tous usages, tous modes d'exploitation et tous supports de reproduction ou de diffusion.

Les documents (la maquette, les documents, les modèles, les films, les cromalins) réalisés dans le cadre du présent accord-cadre sont la propriété du CNRS.

Le CNRS ayant par le présent accord-cadre acquis, en contrepartie de la rétribution prévue ci-dessous, l'intégralité des droits patrimoniaux sur chacune des créations intervenant dans la réalisation et la conception de la version print du « Rapport social unique » et de leurs présentations pour le web (pdf interactif), objets du présent accord-cadre, les éventuelles réutilisations ultérieures de ces créations dans un cadre autre que celui de la version « papier » et de leurs présentations pour le web (pdf interactif), ne donneront lieu à aucune autorisation préalable ni à aucune rémunération supplémentaire des personnes physiques ou morales ayant cédé leurs droits en vertu du présent accord-cadre.

A la fin du présent accord-cadre, le titulaire remet au CNRS l'ensemble des documents que celui-ci lui aura fournis.

Sauf mention contraire, le CNRS est propriétaire de tous les documents, supports ou modèles fournis par lui.

Il est expressément interdit au titulaire de l'accord-cadre toute duplication ou tout usage des documents produits, objets de l'accord-cadre, à ses propres fins ou pour le compte de tiers, que cet usage soit gratuit ou non, sans l'autorisation expresse préalable et écrite du Directeur général délégué aux ressources du CNRS ou de son représentant dûment habilité.

Il est expressément interdit au titulaire du présent accord-cadre de revendre à des tiers, pour tout type de divulgation et d'exploitation que ce soit, les documents produits dans le cadre de la présente commande et les droits de propriété intellectuelle qui y sont attachés. Il lui est de même expressément interdit d'autoriser des tiers à exploiter tout ou partie des documents produits, objet de la commande, à des fins commerciales ou non, et ce tant dans le cadre d'une cession payante que dans celui d'une autorisation ne donnant pas lieu à rémunération. Dans le cas où une éventuelle exploitation des documents produits, objets de la commande, par des tiers passerait par une cession onéreuse au bénéfice du commanditaire, le titulaire de l'accord-cadre ne pourra prétendre participer à quelque titre que ce soit aux produits de cette cession.

6.6. Clause de responsabilités

Le titulaire est responsable civilement et pénalement en cas de manquement à la clause de garantie et relative à la contrefaçon susvisée.

Le titulaire sera responsable en cas de manquement à ses obligations contractuelles visées dans le cadre du présent accord-cadre.

VII. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par la Délégation régionale Paris-Normandie du CNRS.

Le titulaire remet à la Délégation régionale Paris-Normandie du CNRS une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant est soumis aux mêmes conditions que le titulaire qui reste seul responsable vis-à-vis du CNRS de l'ensemble de l'exécution de l'accord cadre.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au marché et du respect de toutes les autres obligations du marché. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du marché.

VIII. RESPONSABILITE ET ASSURANCE

8.1. Responsabilités

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel, au CNRS ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers.

8.2. Assurance

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeure en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel du CNRS ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande du CNRS une attestation à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

IX. VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

9.1. Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment de la remise des fichiers par le titulaire conformément à l'article 28 du CCAG-PI.

9.2. Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

X. MODIFICATIONS DU CONTRAT

10.1 Clause de revue annuelle d'exécution

Une réunion annuelle de revue d'exécution pourra avoir lieu à la date d'anniversaire de la notification de l'accord-cadre ou à une autre date à la demande du CNRS, la présence d'un représentant du titulaire sera obligatoire.

Le cas échéant, cette réunion permettra de faire état de l'exécution de l'accord-cadre et apporter toutes améliorations nécessaires à la poursuite des relations contractuelles. Ainsi l'Acheteur et le titulaire pourront émettre des observations en vue d'améliorer l'exécution des prestations conformément aux prescriptions du présent CCP.

Ainsi, certains paramètres pourront être revus :

- Les conditions d'exécution techniques de l'accord-cadre ;
- La modification des prestations de l'accord-cadre.

Le titulaire devra fournir au CNRS dans les quinze (15) jours suivant cette réunion et selon les dispositions modifiées :

- Une nouvelle annexe financière pour tenir compte des modifications ;
- Une nouvelle proposition technique d'exécution ;
- Une nouvelle proposition des prestations modifiées.

Le CNRS aura la possibilité de valider directement ces propositions ou d'engager une phase de négociations avec le titulaire. Il disposera d'un délai de trente (30) jours pour se positionner.

Sans retour de sa part, les propositions seront réputées refusées et l'accord-cadre continuera de s'exécuter selon les conditions initiales.

Le(s) nouveau(x) prix entre(nt) en vigueur à la date fixée par le CNRS dans le courrier adressé au titulaire ou à l'expiration d'un délai de 30 (trente) jours calendaires à compter de la validation du CNRS.

Le réexamen des conditions d'exécution est formalisé par voie d'avenant.

10.2 Evolutivité du Bordereau des prix unitaires (BPU)

Dans la limite de l'accord-cadre, le bordereau des prix unitaires peut évoluer si l'introduction de nouvelles prestations complémentaires supplémentaires est demandée par le CNRS. Celles-ci sont introduites dans l'accord-cadre par voie d'avenant.

Pour ce faire, après acceptation des nouvelles prestations par le SPP, le titulaire est tenu d'adresser au secteur achats, (Délégation Paris-Normandie, service financier et comptable, secteur achats, 3 rue Michel-Ange, 75794 Paris Cedex 16) la liste de celles-ci à introduire dans le nouveau BPU en y mentionnant le prix, dans un délai de 7 jours ouvrés maximum à compter de la réception de l'acceptation du devis par le SPP.

En cas d'acceptation, le nouveau BPU est acté par voie d'avenant et applicable à compter de la date de notification de l'acte modificatif.

XI. EMISSION DES BONS DE COMMANDE ET DELAIS

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande (en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique) au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Les bons de commande sont établis sur la base des prix figurant dans l'annexe financière (DPGF et BPU) à l'acte d'engagement.

Tout bon de commande comporte obligatoirement les mentions suivantes :

- le numéro du bon de commande correspondant ;
- la référence du présent accord-cadre;
- la désignation du bénéficiaire ;
- la désignation des prestations et les éléments relatifs à l'exécution : lieux, dates et délais d'exécution, le cas échéant ;
- la dénomination du service destinataire ;
- le prix hors taxes et toutes taxes comprises prévu dans l'annexe financière à l'acte d'engagement ;
- la signature de l'ordonnateur ou de son représentant habilité ;
- l'adresse de facturation.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par mail ou par lettre recommandée avec accusé de réception. L'annulation par l'Acheteur d'un bon de commande ne donne lieu à aucune indemnité, dès lors qu'il n'a donné lieu à aucun commencement d'exécution. Dans le cas contraire, le titulaire est indemnisé, sur présentation de justificatifs, des dépenses utiles qu'il a engagées pour l'exécution du bon de commande, à l'exclusion de toute autre indemnité.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation préalable avec le titulaire. L'Acheteur a la possibilité de notifier des bons de commande au titulaire jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

L'exécution des bons de commande émis avant la date d'échéance de l'accord-cadre peut être poursuivie au-delà de cette date. Toutefois, dans ce cas, l'Acheteur ne peut notifier au titulaire des bons de commande dont la durée d'exécution aboutirait à méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

XII. DISPOSITIONS FINANCIERES

12.1. Prix

L'accord-cadre est conclu à prix global et forfaitaire et à prix unitaires. Les prix sont établis en tenant compte de l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu des prestations. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

12.1.1. Etablissement du prix du prix global et forfaitaire (réalisation et conception du RSU) :

Le prix de conception et de réalisation du RSU, comme défini aux articles 4.1 et 4.2 du présent CCP, est global et forfaitaire, tel que chiffré dans l'annexe financière DPGF.

Le montant global des prestations comprend :

- Toutes les charges fiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations ;
- La propriété intellectuelle, l'utilisation des résultats et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (le courrier, la reprographie, les frais informatiques...etc.).

12.1.2. Etablissement des prix des prestations complémentaires (non forfaitisées) :

Les prix des prestations complémentaires, comme définies aux articles 4.1.5 et 4.2.4 du présent CCP, sont unitaires, tel que chiffrés dans l'annexe financière BPU et appliqués aux prestations réellement commandées.

Les prix unitaires sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation au moment de son exécution.

12.2. Modalités de révision des prix

Les prix sont fermes pendant la première année de l'accord-cadre. Ils peuvent être ensuite révisés, à la date anniversaire (notification de l'accord-cadre), par application de la formule suivante :

$C1 = C0 \times [0,125 + 0,875 \times (I_n / I_0)]$

Dans laquelle :

- C1 = Prix révisé HT
- C0 = Prix d'origine HT figurant au marché
- I_n = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés « Information, communication » (Identifiant 001565192) publié sur le site de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565192>), applicable à la date de remise des offres
- I_0 = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés « Information, communication » (Identifiant 001565192) publié sur le site de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565192>), applicable à la date de la révision du prix (ou du dernier indice connu à cette date).

Par dérogation aux articles 10.1.2 et 10.2.3 du CCAG/PI, les calculs sont effectués au dix millième près puis arrondis en conformité avec les règles d'arrondi de l'euro.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter l'indice de remplacement ou, à défaut, un indice de remplacement similaire. Les nouveaux prix de l'accord cadre ainsi définis ne s'appliquent qu'aux nouvelles commandes restant à notifier.



Le titulaire communique au CNRS ses **nouveaux tarifs** par lettre recommandée avec accusé de réception **2 mois minimum avant la date anniversaire du marché**. Les nouveaux tarifs deviennent contractuels si le Pouvoir adjudicateur n'a pas fait d'observation dans un délai d'1 mois maximum à compter de leur date de réception.

Aux prix ainsi définis s'applique la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux en vigueur au jour de l'exécution.

12.3. Avance

En applications des articles R 2191-3 à R2191-12 et R2191-15 à R2191-19 du Code de la commande publique, le versement de l'avance n'est pas accordé puisque chaque bon de commande sera inférieur à 50 000,00 € hors taxe (HT).

XIII. MODALITES DE REGLEMENT

Les factures afférentes aux paiements doivent comporter outre les mentions légales, le numéro du bon de commande, la désignation des prestations, la période relative à la facturation, le lieu d'exécution, les montants hors taxe, le taux et le montant de la TVA, les montants toutes taxes comprises, les modalités de détermination du prix de règlement et les coordonnées bancaires.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- _Le code service de l'entité CNRS facturée : **MOY1632**
- _Le numéro du bon de commande (*exemple : 2642LO12345*), et le cas échéant le n° de l'accord-cadre figurant sur le bon de commande.

Les informations nécessaires au dépôt de la facture sur le portail de facturation sont les suivantes :

- _Adresse du portail : **<https://chorus-pro.gouv.fr>**
- _SIRET CNRS : **n°18008901303720**
- _Le code service de l'entité CNRS facturée : **MOY1632**
- _Le code division : **0347**

Outre les mentions obligatoires prévues par la réglementation, les factures doivent comporter les renseignements suivants :

- Références du présent accord-cadre (objet, numéro) ;
- Date du début d'exécution et lieu d'exécution ;
- Nature de la prestation et le détail des prestations exécutées ;
- Le taux et le montant de la TVA applicable ;
- Le prix hors taxes et toutes taxes comprises.

À défaut des mentions permettant leur identification, les factures feront l'objet d'un rejet.

En cas d'interruption des prestations liées notamment à la radiation de la procédure, au désistement d'instance, au retrait de l'acte attaqué, de transaction, le bon de commande et le service fait sont considérés comme exécutés à hauteur des prestations effectuées en fonction des diligences accomplies et du nombre d'heures réellement exécuté. Il est entendu par service fait la résultante de la décision d'admission des prestations par la délégation Paris-Normandie.

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai global de paiement (DGP) des sommes dues par le CNRS est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture transmise par le titulaire via le portail Chorus Pro, sous réserve de la validation du service fait par les services du CNRS. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date du service fait est constatée par le service ordonnateur et la date de la réception de la demande de paiement est constatée par le Service centralisé de traitement de la dépense (SCTD). À défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire de la commande d'administrer la preuve de cette date. Le délai global de paiement expire à la date du règlement par le comptable au sens du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

En application des dispositions des articles L. 2192-13 et R. 2192-31 du Code de la commande publique, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le dépassement du délai de paiement peut donner lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros (décret n° 2012-1115 du 2 octobre 2012).

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIP original.

Le titulaire s'engage à informer la délégation régionale de toute modification de son RIB / RIP.

L'ordonnateur de la dépense est la Délégée Régionale de Paris-Normandie – 3 rue Michel-Ange – 75794 Paris cedex 16.

Le comptable assignataire chargé du paiement est l'Agent secondaire de la Délégation de Paris-Normandie du CNRS – 3 rue Michel-Ange – 75794 Paris cedex 16.

Le fonctionnaire habilité à donner les renseignements, prévus aux articles R. 2191-59 à R. 2191-62 et R. 2393-42 à R. 2393-44 du Code de la commande publique, est la Délégée régionale de Paris-Normandie – 3 rue Michel-Ange – 75794 PARIS CEDEX 16.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

XIV. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la **protection des données nominatives**, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Les données contenues dans les supports, dans les documents et les données issues notamment des systèmes d'information sont strictement couvertes par le secret professionnel.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n° 2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données, le titulaire et ses sous-traitants s'obligent à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment de garantir qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le pouvoir adjudicateur, et le titulaire, assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord-cadre, conformément aux modalités exposées par le présent accord-cadre et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent accord-cadre. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur.

Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent accord-cadre, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données (DPD).

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

Le CNRS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire et son ou ses sous-traitants expressément agréé(s).

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par le CNRS, afin de se conformer aux règles nouvelles, sont notifiées au titulaire par le CNRS et sont d'application immédiate. La prise en compte des impacts administratifs et financiers de cette décision donne lieu à la signature d'un avenant par les parties.

XV. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/PI, en cas de non-respect des délais prévus à l'annexe n°2 du présent CCP, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable et sauf décision du CNRS prolongeant les délais d'exécution, une pénalité égale à deux cents euros (200,00 €) par jour ouvrable de retard.

Le titulaire encourt une pénalité de deux cents euros 200 € par manquement constaté en cas de non prise en compte des corrections indiquées par le CNRS.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/PI, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.



Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1.000€ pour l'ensemble de l'accord-cadre. Les pénalités sont dues dès le 1er euro.

Si le montant des pénalités appliquées atteint 2 000 €, le CNRS se réserve la possibilité de prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire.

XVI. CLAUSE DE NON EXCLUSIVITE

La DRH du CNRS se réserve le droit de recourir à un prestataire autre que le titulaire pour des commandes ponctuelles en cas de **non réponse** dans un délai de 72 heures ouvrés à compter de la sollicitation ou d'un **retour négatif à une sollicitation** écrite relatives à un bon de commande ou un projet de bon de commande de la DRH pour exécuter les prestations objet de l'accord cadre, le titulaire devra justifier par écrit son défaut de réponse, sur toute demande de la DRH.

La DRH du CNRS se réserve le droit de recourir à des marchés auprès d'autres titulaires en cas d'incapacité du titulaire ou **d'inexécution d'au moins deux bons de commande consécutifs**, sans limitation de montant.

XVII. RESILIATION

Les conditions de résiliation applicables au présent accord-cadre sont décrites ci-après.

En cas de cumul de pénalités, telles que prévues à l'article XV du présent CCP, d'un montant total supérieur à 2 000 €, le CNRS se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre à tout moment, sans indemnité ni préavis.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de dénonciation anticipée de l'accord-cadre à la demande de l'Acheteur.

Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG/PI, l'accord-cadre est résilié de plein droit sans indemnité, ni préavis, en cas de faillite du titulaire ou si celui-ci n'exécute pas les prestations définies au présent accord-cadre. La résiliation non constitutive d'une faute du titulaire n'entraîne pas le versement d'indemnité à celui-ci, à l'exception des frais engagés.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG/PI, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire ne percevra pas d'indemnité de résiliation.

Les autres dispositions du CCAG/PI, notamment celles du chapitre VII, s'appliquent sans aucune autre restriction.

XVIII. LITIGES

Le titulaire s'engage à résoudre à l'amiable tout différend survenu lors de l'exécution de l'accord-cadre. En cas de persistance du litige, celui-ci est réglé par les lois et règlements du droit français. Le tribunal administratif de Paris est seul compétent.

XIX. DEROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG/PI

Les articles du présent CCP dérogeant au CCAG/PI sont précisés dans le tableau ci-dessous (liste non-exhaustive) :

Articles du CCP	Articles du CCAG/PI
Article III	Article 4.1
Article VI.5	Article 35.2.1
Article XII.2	Articles 10.1.2 et 10.2.3
Article XV	Articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
Article XVII	Articles 37.2 et 40